

ML.

Legislation -	Parlement -
15-JAN-1964	
Transmis à M. <i>Coordination</i>	
Overgemaakt aan de H.	

L. 8618/1.

ROYAUME DE BELGIQUE

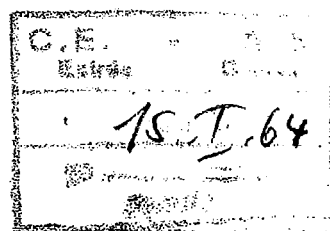
KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 21 novembre 1963, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs", a donné le 18 décembre 1963 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 21e november 1963 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren", heeft de 18e december 1963 het volgend advies gegeven :



Le projet modifie la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, dans le but principal d'aligner certaines dispositions de ce statut sur celui des officiers de carrière.

+ +

Article 1er.

L'article 1er du projet remplace l'article 3 de la loi du 23 décembre 1955, qui fixe les conditions devant être réunies pour pouvoir être agréé comme candidat officier auxiliaire.

Le projet omet la première condition, qui était prévue par cet article dans les termes suivants :

"1° s'il ne possède les qualités indispensables à la carrière d'officier".

L'omission de cette condition paraît involontaire; il y aurait lieu de la réintroduire dans le projet.

+ +

Article 2.

L'article 2 du projet, qui modifie l'article 5 de la loi du 23 décembre 1955, soulève la question de l'application aux candidats officiers auxiliaires du chapitre VIII des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, et particulièrement de l'article 83 desdites lois.

.../...

La loi du 8 mars 1962, apportant des modifications aux lois sur la milice, a inséré dans l'article 83 desdites lois un alinéa qui a trait aux candidats officiers et sous-officiers auxiliaires ainsi qu'aux officiers et sous-officiers auxiliaires. Cet alinéa reprend en une seule disposition divers articles des lois du 23 décembre 1955 ayant trait à ces militaires.

Lors des travaux préparatoires de ces lois, il a été, à diverses reprises, précisé que l'engagement de ces militaires est étranger aux engagements et rengagements prévus par le chapitre VIII des lois sur la milice. La même précision est encore apportée dans l'exposé des motifs du projet (exposé des motifs sous article 2). L'insertion dans l'article 83 des lois sur la milice d'une disposition ayant trait à ces militaires, ne peut s'expliquer que par la nécessité de fixer la classe de milice à laquelle doivent être rattachés les officiers et les sous-officiers auxiliaires ainsi que les candidats officiers et sous-officiers auxiliaires, pour la suite de leurs obligations militaires.

Il s'indiquerait, dès lors, afin d'éviter toute difficulté d'interprétation, de ne pas prévoir de disposition ayant trait à la résiliation de l'engagement du candidat officier et sous-officier auxiliaire et de l'engagement de l'officier et du sous-officier auxiliaire dans les lois sur la milice, mais de les faire figurer dans les lois relatives au statut de ces militaires.

.../...

Il est, en conséquence, suggéré :

- 1° d'insérer dans les deux lois du 23 décembre 1955 une disposition prévoyant que, sur ce point, les membres du cadre auxiliaire sont soumis aux dispositions des lois sur la milice relatives au rattachement du volontaire de carrière à une classe de milice (articles 1er et 12 du projet de texte proposé);
- 2° d'abroger l'article 83, alinéa 4, des lois sur la milice (article 13 du projet de texte proposé).

+

Article 4.

L'article 4 du projet est rédigé de la manière suivante :

"Article 4.-

L'article 9, § 1er, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. L'engagement de l'officier auxiliaire est résilié :

- 1° s'il s'est rendu coupable de faits graves incompatibles avec son état d'officier;
- 2° lorsqu'il est rayé du personnel navigant pour un des motifs déterminés par le Roi, entraînant la radiation du personnel navigant.

.../....

La mesure est prise par le Roi sur rapport motivé du Ministre de la Défense nationale et, dans les cas prévus au 1°, après consultation d'un conseil d'enquête. Le Roi fixe la composition de ce conseil et en règle la procédure".

Il résulte de l'exposé des motifs que le projet s'inspire de l'article 23 de la loi du 1er mars 1958 relative aux officiers de carrière et de réserve.

Le projet entend donner aux officiers auxiliaires, au moment où est examinée la question de la réalisation de leur engagement pour des raisons disciplinaires, les garanties données aux officiers de carrière avant leur démission d'office.

Dans cette perspective, il s'indiquerait de préciser que l'engagement peut être résilié pour des raisons disciplinaires, le Roi conservant le pouvoir d'apprécier s'il y a lieu ou non de prononcer cette mesure. Il s'indiquerait également de prévoir que le conseil d'enquête, tout comme celui qui est prévu par la loi du 1er mars 1958, "recherche si les faits sont établis et donne un avis sur leur gravité". Suivant l'exposé des motifs du projet, la procédure qui sera suivie devant le conseil d'enquête sera celle fixée par l'arrêté royal du 7 avril 1959; il est, dès lors, nécessaire que la compétence du conseil d'enquête soit la même que celle du conseil d'enquête prévu par la loi du 1er mars 1958.

+

+ +

.../...

Article 9.

L'article 9 du projet insère un article 19bis dans la loi du 23 décembre 1955, afin de prévoir l'application aux officiers auxiliaires de diverses dispositions de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve.

Il est suggéré de fusionner cette disposition avec l'article 7 de la loi du 23 décembre 1955, qui dispose que "l'avancement des officiers auxiliaires est soumis aux mêmes dispositions que celles régissant l'avancement des officiers du cadre actif de la force aérienne".

Dans le projet de texte proposé ci-après, il a été tenu compte des modifications de pure terminologie apportées à cet article 7 par l'article 10, 1°, du projet (article 4 du projet de texte proposé).

+

+ +

.../...

Article 10.

L'article 10, 2°, du projet modifie l'article 18 de la loi du 23 décembre 1955, qui dispose :

"Article 18. Le Roi fixe les dispositions réglant l'ancienneté de l'officier auxiliaire admis dans le cadre actif de la force aérienne.

Le temps passé au service actif comme candidat officier auxiliaire et comme officier auxiliaire est compté comme service effectif pour le calcul de la pension d'ancienneté de l'officier des cadres actifs".

Le projet remplace les mots "dans le cadre actif" et "des cadres actifs" par les mots "dans le cadre des officiers de carrière" et "de carrière".

Pour être complet, le projet devrait non seulement parler des officiers de carrière, mais également des officiers de complément; les lois sur les pensions militaires leur sont, en effet, applicables en vertu de l'article 19 de la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément.

+

+

+

.../...

Tenant compte des diverses observations qui viennent d'être formulées et de modifications de pure forme à apporter au projet, il est suggéré de le rédiger de la manière suivante :

PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI DU 23 DECEMBRE 1955 SUR LES
OFFICIERS AUXILIAIRES DE LA FORCE AERIENNE, PILOTES ET
NAVIGATEURS.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.

Observation
sous arti-
cle 2 du
projet.

Un article 2bis rédigé comme suit est inséré dans la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs :

"Article 2bis. Le candidat officier auxiliaire et l'officier auxiliaire qui quittent le cadre auxiliaire sont soumis aux dispositions des lois sur la milice relatives au rattachement des volontaires de carrière à une classe de milice".

.../...

Article 2.-

L'article 3 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 3.- Nul ne peut être agréé comme candidat officier auxiliaire de la force aérienne :

- 1° s'il n'est de nationalité belge;
- 2° s'il ne possède les qualités indispensables à la carrière d'officier;
- 3° s'il n'a terminé avec succès les études moyennes du degré supérieur ou s'il n'a réussi les épreuves de valeur équivalente fixées par le Roi;
- 4° s'il ne s'est engagé à rester en service actif pendant une période qui ne peut être inférieure à un nombre d'années fixé par le Roi, ni supérieure à douze ans;
- 5° s'il ne remplit les conditions que le Roi peut fixer".

Article 3.-

Article 2
du projet.

L'article 5, § 1er, alinéa 1er, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Le Ministre de la Défense nationale peut résilier l'engagement du candidat officier auxiliaire soit pour motif disciplinaire, soit pour inaptitude morale ou professionnelle, soit lorsqu'il a été rayé du personnel navigant pour un des motifs, déterminés par le Roi, entraînant la radiation du personnel navigant".

.../...

Article 4.-

Article 7
de la loi.
Articles 9
et 10, 1°, du
projet.

L'article 7' de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 7. Les dispositions applicables aux officiers de carrière concernant l'avancement, l'exercice de l'emploi, la commission à l'emploi du grade supérieur et le retrait temporaire d'emploi sont applicables aux officiers auxiliaires dans la mesure où elles sont compatibles avec la présente loi.

En temps de paix, les officiers auxiliaires n'ont accès qu'aux grades d'officier subalterne".

Article 5.-

Article 3
du projet.

L'article 8 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 8. Sans préjudice aux dispositions pénales, entraînent de plein droit le retrait du grade de l'officier auxiliaire :

- 1° la perte de la nationalité belge;
- 2° l'interdiction à perpétuité ou à temps de l'un des droits énumérés à l'article 31 du Code pénal, prononcée sans sursis;
- 3° la résiliation de l'engagement à la demande de l'intéressé lorsqu'il n'est pas admis dans le cadre de réserve.
- 4° la résiliation de l'engagement d'office pour des motifs autres que l'inaptitude physique à tout service militaire, lorsque l'intéressé n'est pas admis dans le cadre des officiers de réserve".

Article 6.-

Article 4
du projet.

L'article 9 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. Si un officier auxiliaire s'est rendu coupable de faits graves incompatibles avec son état d'officier, son engagement peut être résilié d'office.

La mesure est prise par le Roi, sur rapport motivé du Ministre de la Défense nationale et après consultation d'un conseil d'enquête.

Le conseil d'enquête recherche si les faits sont établis et donne un avis sur leur gravité.

Le Roi fixe la composition du conseil d'enquête et règle la procédure.

§ 2. Si un officier auxiliaire est rayé du personnel navigant pour un des motifs déterminés par le Roi entraînant la radiation du personnel navigant, son engagement d'officier auxiliaire est résilié d'office par le Roi, sur rapport motivé du Ministre de la Défense nationale.

§ 3. L'engagement peut être résilié sur demande de l'intéressé, aux conditions fixées par le Roi"

Article 7.-

Article 5 du
projet.

L'article 10 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

.../....

"Article 10. § 1er. Le Roi résilie l'engagement de l'officier auxiliaire qui, de l'avis d'une commission médicale, est physiquement inapte soit au service aérien, soit à tout service militaire.

§ 2. L'officier auxiliaire dont l'engagement est résilié pour inaptitude physique à tout service militaire n'a plus d'obligations militaires".

Article 8.-

Article 6
du projet.

Dans l'article 12, alinéas 1er et 2, de la même loi, les mots "dont l'engagement prend fin" sont remplacés par les mots "qui quitte le service actif".

Article 9.-

Article 7
du projet.

L'article 16 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 16. Nul officier auxiliaire ne peut être admis dans le cadre des officiers de carrière du personnel navigant de la force aérienne :

- 1° s'il n'a satisfait à l'épreuve littéraire et scientifique prévue par la réglementation relative au recrutement et à la formation des officiers de carrière par la voie du cadre;
- 2° s'il n'a satisfait à l'épreuve sur la connaissance approfondie de la langue française ou de la langue néerlandaise et l'épreuve sur la connaissance effective de la seconde langue nationale, prévues par la législation concernant l'usage des langues à l'armée;
- 3° s'il ne remplit les conditions que le Roi peut déterminer".

Article 10.-

Article 18
de la loi et
article 10,
2°, du projet.

L'article 18 de la même loi est remplacé par la
disposition suivante :

"Article 18. Le Roi fixe les dispositions réglant l'ancienneté de l'officier auxiliaire admis dans le cadre des officiers de carrière et dans celui des officiers de complément de la force aérienne.

Le temps passé au service actif comme candidat officier auxiliaire et comme officier auxiliaire est compté comme service effectif pour le calcul de la pension d'ancienneté de l'officier de carrière et de l'officier de complément".

Article 11.-

Article 8
du projet.

L'article 19 de la même loi est remplacé par la
disposition suivante :

"Article 19. L'officier auxiliaire peut être versé dans le cadre de réserve de la force aérienne avec son grade et son ancienneté dans ce grade lorsqu'il quitte le service actif, soit à l'expiration de la période de service prévue à l'article 3, 4°, soit en cas de résiliation de l'engagement, sur demande ou pour inaptitude physique ou professionnelle au service aérien".

Article 12.-

Observation
sous article
2 du projet.

Un article 2bis rédigé comme suit est inséré dans la loi du 23 décembre 1955 sur les sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs :

.../...

"Article 2bis. Le candidat sous-officier auxiliaire et le sous-officier auxiliaire qui quittent le cadre auxiliaire sont soumis aux dispositions des lois sur la milice relatives au rattachement des volontaires de carrière à une classe de milice".

Article 13.-

Observation
sous article
2 du projet.

L'article 83, alinéa 4, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, est abrogé.

Article 14.-

Article 11
du projet.

Les officiers auxiliaires dont l'engagement a été résilié avant l'entrée en vigueur de la présente loi, pour un des motifs énumérés à l'article 19 de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, pourront demander leur admission dans le cadre des officiers de réserve dans les conditions précisées audit article 19, tel qu'il est modifié par la présente loi.

Les officiers auxiliaires dont l'engagement a été résilié avant l'entrée en vigueur de la présente loi pour inaptitude physique à tout service militaire, sont autorisés à porter le titre honorifique du dernier grade auquel ils ont été nommés.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Het ontwerp wijzigt de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, in hoofdzaak om sommige bepalingen van dat statuut in overeenstemming te brengen met dat van de beroepsofficieren.

+ +

Artikel 1.

Artikel 1 van het ontwerp vervangt artikel 3 van de wet van 23 december 1955. Dit artikel somt de eisen op waaraan hij die als kandidaat-hulpofficier aanvaard wil worden, moet voldoen.

In het ontwerp valt de eerste eis weg die in dat artikel luidde :

"1° indien hij de onontbeerlijke hoedanigheden voor de officierenloopbaan niet bezit".

Deze voorwaarde lijkt onvrijwillig weggelaten te zijn en ware dan ook opnieuw te vermelden.

+ +

Artikel 2.

Artikel 2 van het ontwerp wijzigt artikel 5 van de wet van 23 december 1955. Het brengt het probleem van de toepassing van hoofdstuk VIII, vooral artikel 83, van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten op de kandidaat-hulpofficieren aan de orde.

.../...

De wet van 8 maart 1962, houdende wijzigingen in de dienstplichtwetten, voegt in artikel 83 van die wetten een alinea in betreffende de kandidaat-hulpofficieren en -hulponderofficieren en betreffende de hulp-officieren en onderofficieren. In die alinea wordt van verschillende, die militairen betreffende artikelen uit de wetten van 23 december 1955 één bepaling gemaakt.

Tijdens de parlementaire voorbereiding van die wetten is er herhaaldelijk op gewezen, dat de dienstver-bintenis van deze militairen iets geheel anders is dan de dienstneming en wederdienstneming waar hoofdstuk VIII van de dienstplichtwetten over handelt. De memorie van toelichting bij het ontwerp legt hierop (onder artikel 2) nogmaals de nadruk. Het opnemen van een bepaling betreffende die militairen in artikel 83 van de dienstplichtwetten is alleen hieruit te verklaren, dat het noodzake-lijk was vast te stellen aan welke militieklasse de hulp-officieren en -onderofficieren en de kandidaat-hulpoffi-cieren en -hulponderofficieren voor hun verdere militie-verplichtingen moesten worden verbonden.

Om alle interpretatiemoeilijkheden te vermijden, ware het dan ook beter, in de dienstplichtwetten geen be-paling op te nemen betreffende de verbreking van de dienst-neming van kandidaat-hulpofficieren en -hulponderofficieren en van de dienstneming van de hulpofficieren en -onder-officieren maar ze in te voegen in de wetten tot regeling van dezer statuut.

.../...

Voorgesteld wordt daarom :

- 1° in de twee wetten van 23 december 1955 een bepaling in te voegen die zegt, dat hetgeen in de dienstplichtwetten is voorgeschreven betreffende de militieklasse van de beroepsvrijwilligers, ook voor de leden van het hulpkader geldt (artikelen 1 en 12 van het voorgestelde tekstontwerp);
- 2° artikel 83, vierde lid, van de dienstplichtwetten op te heffen (artikel 13 van de voorgestelde tekst).

+

Artikel 4.

Artikel 4 van het ontwerp luidt :

"Artikel 4.-

Artikel 9, § 1, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 1. De dienstverbintenis van de hulpofficier wordt verbroken :

- 1° indien hij zich, aan ernstige met zijn staat van officier niet overeen te brengen feiten, schuldig heeft gemaakt;
- 2° wanneer hij uit het varend personeel geschrapt werd voor een van de door de Koning bepaalde redenen die de schrapping uit het varend personeel voor gevolg hebben.

.../...

De maatregel wordt door de Koning genomen, op gemotiveerd verslag van de Minister van Landsverdediging en, in de gevallen voorzien onder 1°, na raadpleging van een onderzoeksraad. De Koning bepaalt de samenstelling van deze raad en stelt er de procedure van vast".

Volgens de memorie van toelichting sluit het ontwerp hier aan op artikel 23 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren.

Het ontwerp wil de hulpofficieren dus, als de verbreking van hun dienstverbintenis om tuchttredenen onderzocht wordt, dezelfde waarborgen bieden als aan de beroepsofficieren worden gegeven vóór zij van ambtswege worden ontslagen.

Met de gedachte daaraan zou het goed zijn nader te bepalen, dat de verbintenis om tuchttredenen kan worden verbroken, waarbij dan de Koning bevoegd blijft om te oordelen of deze maatregel al dan niet moet worden genomen. Het ware ook gewenst te bepalen dat de onderzoeksraad, juist zoals die welke bij de wet van 1 maart 1958 is ingesteld, "nagaat of de feiten vaststaan en advies uitbrengt over de ernst ervan". Volgens de memorie van toelichting van het ontwerp wordt voor de onderzoeksraad de procedure gevolgd van het koninklijk besluit van 7 april 1959. De bevoegdheid van de onderzoeksraad moet dan ook dezelfde zijn als die van de onderzoeksraad die ingesteld is bij de wet van 1 maart 1958.

+

+ +

.../...

Artikel 9.

Artikel 9 van het ontwerp voegt in de wet van 23 december 1955 een artikel 19bis in, waardoor verschillende bepalingen van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren toepasselijk worden op de hulpofficieren.

Voorgesteld wordt, deze bepaling samen te voegen met artikel 7 van de wet van 23 december 1955, dat zegt :
"De bevordering van de hulpofficieren is onderworpen aan dezelfde beschikkingen als die welke de bevordering van de officieren van het actief kader van de luchtmacht regelen".

Artikel 10, 1°, van het ontwerp wijzigt alleen de terminologie van dat artikel 7. In de hierna voorgestelde tekst (artikel 4) is daarmee rekening gehouden.

+

+ +

Artikel 10.

Artikel 10, 2°, van het ontwerp wijzigt artikel 18 van de wet van 23 december 1955 :

"Artikel 18. De Koning bepaalt de beschikkingen die de anciënniteit van de in het actief kader van de luchtmacht aanvaarde hulpofficier regelen.

De tijd, in actieve dienst als kandidaat-hulpofficier dan wel als hulpofficier doorgebracht, telt als werkelijke dienst mede voor de berekening van het anciënniteitspensioen van de officier van het actief kader".

.../...

Het ontwerp vervangt de woorden "in het actief kader" en "officier van het actief kader" door de woorden "in het kader der beroepsofficieren" en "beroepsofficier".

Volledigheidshalve zou het ontwerp niet alleen de beroepsofficieren maar ook de officieren van het aanvullingskader moeten vermelden, want ook op hen zijn de wetten op de militaire pensioenen van toepassing, krachtens artikel 19 van de wet van 14 juli 1951 op de stand en bevordering van de officieren van het aanvullingskader.

+

+ +

Met inachtneming van deze opmerkingen en van enkele gewenste vormwijzigingen ware de tekst van het ontwerp als volgt te lezen :

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE WET VAN 23 DECEMBER
1955 BETREFFENDE DE HULPOFFICIEREN VAN DE LUCHTMACHT,
PILOTEN EN NAVIGATOREN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Landsverdediging is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

.../...

Opmerking onder artikel 2

Artikel 1.-

van het ontwerp.

In de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, wordt een artikel 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 2bis. De bepalingen van de dienstplichtwetten betreffende de militieklasse waaraan beroepsvrijwilligers verbonden worden, zijn van toepassing op kandidaat-hulp-officieren en op hulpofficieren die uit het hulpkader treden".

Artikel 2.-

Artikel 3 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 3.- Niemand mag als kandidaat-hulpofficier bij de luchtmacht aanvaard worden :

- 1° indien hij de Belgische nationaliteit niet bezit;
- 2° indien hij de onontbeerlijke hoedanigheden voor de officierenloopbaan niet bezit;
- 3° indien hij niet met welslagen de middelbare studiën van de hogere graad beëindigd heeft of indien hij niet geslaagd is in de door de Koning bepaalde proeven van gelijke waarde;
- 4° indien hij er zich niet toe verbonden heeft in actieve dienst te blijven gedurende een periode, die niet kleiner mag zijn dan een zeker aantal jaren, door de Koning bepaald, en die twaalf jaar niet mag te boven gaan;
- 5° indien hij de voorwaarden niet vervult die de Koning kan bepalen".

.../...

Artikel 2 van
het ontwerp.

Artikel 3.-

Artikel 5, § 1, eerste lid, van dezelfde wet
wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De Minister van Landsverdediging kan de dienst-
verbintenis van de kandidaat-hulpofficier verbreken het-
zij om tuchtrekenen, hetzij om morele ongeschiktheid
of beroepsonbekwaamheid, hetzij wanneer hij uit het
varend personeel geschrapt is om een der door de Koning
bepaalde redenen die de schrapping uit het varend per-
soneel tot gevolg hebben".

Artikel 7 van
de wet. Arti-
kelen 9 en 10,
1°, van het
ontwerp.

Artikel 4.-

Artikel 7 van dezelfde wet wordt door de vol-
gende bepaling vervangen :

"Artikel 7. De bepalingen betreffende de bevordering,
de uitoefening van het ambt, de aanstelling om het
ambt van een hogere graad uit te oefenen en de tijde-
lijke ambtsontheffing van de beroepsofficieren zijn
op de hulpofficieren toepasselijk voor zover zij met
deze wet overeen te brengen zijn.

In vredestijd kunnen de hulpofficieren enkel
tot een rang van lager officier opklimmen".

.../...

Artikel 3 van Artikel 5.-
het ontwerp.

Artikel 8 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 8. Onverminderd de strafbepalingen hebben van rechtswege ontneming van de graad ten gevolge :

- 1° het verlies van de Belgische nationaliteit;
- 2° de onvoorwaardelijk uitgesproken levenslange of tijdelijke ontzetting van een der rechten opgesomd in artikel 31 van het Strafwetboek;
- 3° de verbreking van de dienstverbintenis op aanvraag van de belanghebbende, wanneer hij niet tot het reservekader toegelaten wordt;
- 4° de verbreking van de dienstverbintenis om andere redenen dan de lichamelijke ongeschiktheid voor enige militaire dienst, wanneer de belanghebbende niet tot het kader der reserveofficieren toegelaten wordt".

.../...

Artikel 6.-

Artikel 4
van het
ontwerp.

Artikel 9 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 1. Indien een hulpofficier zich een ernstige met zijn staat van officier niet overeen te brengen feiten schuldig heeft gemaakt, kan zijn dienstverbintenis van ambtswege worden verbroken.

De maatregel wordt door de Koning genomen, op gemotiveerd verslag van de Minister van Landsverdediging en na raadpleging van een onderzoeksraad.

De onderzoeksraad gaat na of de feiten vaststaan en brengt advies uit over de ernst ervan.

De Koning bepaalt de samenstelling van deze raad en stelt er de procedure van vast.

§ 2. Indien een hulpofficier uit het varend personeel geschrapt wordt om een van de door de Koning bepaalde redenen die de schrepping uit het varend personeel tot gevolg hebben, verbreekt de Koning de dienstverbintenis van ambtswege op gemotiveerd verslag van de Minister van Landsverdediging.

§ 3. De dienstverbintenis kan worden verbroken op aanvraag van de belendhebbende, onder de voorwaarden door de Koning bepaald

Artikel 7.-

Artikel 5
van het
ontwerp.

Artikel 10 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 10. - § 1. De Koning verbreekt de dienstverbintenis van de hulpofficier die, volgens advies van een geneeskundige commissie, lichamelijk ongeschikt is hetzij voor de vliegdienst, hetzij voor enige militaire dienst.

§ 2. De hulpofficier wiens dienstverbintenis verbroken werd wegens lichamelijke ongeschiktheid voor enige militaire dienst, heeft geen militaire verplichtingen meer".

Artikel 8. -

Artikel 6
van het
ontwerp.

In artikel 12, eerste en tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden "wiens dienstverbintenis eindigt" vervangen door de woorden "die uit de actieve dienst treedt".

Artikel 9. -

Artikel 7
van het
ontwerp.

Artikel 16 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 16. - Geen enkel hulpofficier mag aenvaard worden in het kader van de beroepsofficieren van het verend personeel van de luchtmacht :

- 1° indien hij niet voldaan heeft aan het letterkundig en wetenschappelijk examen voorgeschreven door de reglementering betreffende de werving en de opleiding van de beroepsofficieren langs het kader ;
- 2° indien hij niet voldaan heeft aan het examen over de grondige kennis van de Nederlandse of van de Franse taal en aan het examen over de wezenlijke kennis van de tweede landstaal, voorgeschreven door de wetgeving betreffende het gebruik der talen bij het leger ;
- 3° indien hij de voorwaarden niet vervult die de Koning kan bepalen".

.../...

Artikel 10.-

Artikel 18
van de wet
en artikel
10, 2°, van
het ontwerp.

Artikel 18 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 18. De Koning stelt de bepalingen vast tot regeling van de anciënniteit van de hulpofficier die tot het kader van de beroepsofficieren of tot het kader van de aanvullingsofficieren van de **luchtmacht** is toegelaten.

De tijd in actieve dienst als kandidaat-hulpofficier dan wel als hulpofficier doorgebracht, telt als werkelijke dienst mee voor het berekenen van het anciënniteitspensioen van de beroepsofficier of van de officier van het aanvullingskader ".

Artikel 11.-

Artikel 8
van het
ontwerp.

Artikel 19 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 19.- De hulpofficier mag, wanneer hij uit de actieve dienst treedt, met zijn graad en zijn anciënniteit in deze graad, in het reservekader van de **luchtmacht** ingedeeld worden : hetzij op het einde van de dienstperiode bedoeld in artikel 3, 4°, hetzij in geval van dienstverbreking op aanvraag of wegens lichamelijke ongeschiktheid of beroepsonbekwaamheid voor de vliegdiens".

Artikel 12.-

Opmerking onder artikel 2 van het ontwerp.

In de wet van 23 december 1955 betreffende de hulponderofficieren van de **luchtmacht**, piloten en navigatoren, wordt een artikel 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

.../...

"Artikel 2bis. - De bepalingen van de dienstplichtwetten betreffende de militieklasse waaraan beroepsvrijwilligers verbonden worden, zijn van toepassing op kandidaat-hulponderofficieren en op hulponderofficieren die uit het hulpkader treden".

Artikel 13.-

Opmerking
onder arti-
kel 2 van
het ontwerp.

Artikel 83, vierde lid, van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, wordt opgeheven.

Artikel 14.-

Artikel 11
van het
ontwerp.

De hulpofficieren wier dienstverbintenis vóór het in werking treden van deze wet verbroken werd om één van de redenen opgesomd in artikel 19 van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, mogen vragen om in het kader der reserveofficieren opgenomen te worden, onder de voorwaarden omschreven in genoemd artikel 19, zoals deze wet het wijzigt.

De hulpofficieren wier dienstverbintenis vóór het in werking treden van deze wet verbroken werd wegens lichamelijke ongeschiktheid voor enige militaire dienst, mogen de eretitel dragen van de laatste graad waarin zij oenoemd werden .

Gegeven te ,

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Lanasverdediging,

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS,
de Heren :

premier président,
eerste voorzitter,

G. HOLOYE,
J. MASQUELIN,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

F. DUCHENE,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

Ch. VAN REEPINGHEN,

G. DE LEUZE,

greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F.REMION, auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de H.F.REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. DE LEUZE.

(s) J. SUETENS.